

DAVDUF.NET, OWNI ET UPIAN PRÉSENTENT

# Flash-Ball: la totale

**Ce document est extrait d'un dossier spécial sur les «lanceurs de balles de défense».**

Dossier qui divulgue huit circulaires et un mode d'emploi des Flash-Ball. Soit neuf documents officiels issus des services internes de la police française; neuf témoignages qui disent la place prise progressivement par les «lanceurs de balles de défense» au sein de l'arsenal policier.

1995-2010: quinze ans de stratégie en quelques pages et en... comparatif libre.

<http://owni.fr/?p=36305>

<http://app.owni.fr/flashball>



000730	17 JAN 2005
SORTI LE:	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DES LIBERTÉS LOCALES

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE  
DIRECTION CENTRALE  
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
DCSP - SDM - P/OPD/M  
074  
DOMP/AM/EST/SP/VP/SDM\_FLASHBALL.DOC  
P/1/10  
AFFAIRE SUIVIE PAR : COT VERGNE  
TEL : 01 49 27 21 38

000005

Paris, le 06 JAN. 2005

**NOTE DE SERVICE**

à

**Mesdames et Messieurs les DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX  
de la SÉCURITÉ PUBLIQUE**

S/c de Mesdames et Messieurs les Préfets  
(y compris DOM)

S/c de Messieurs les Préfets Délégués pour la Sécurité et la Défense

S/c de Monsieur le Préfet Adjoint  
pour la Sécurité en Corse

**Messieurs les DIRECTEURS de la SÉCURITÉ PUBLIQUE**

S/c de Monsieur le Haut Commissaire  
de la République en Nouvelle Calédonie

S/c de Monsieur le Haut Commissaire  
de la République en Polynésie française

S/c de Monsieur le Préfet de Mayotte

**OBJET :** Utilisation du lanceur de balle de défense.

**REFERENCE (s) :** Note de service N° 15322 du 17 octobre 2002.

Plusieurs affaires récentes mettent en exergue une utilisation inappropriée du lanceur de balle de défense (flash-ball), dans des conditions éloignées de celles que précise la note visée en référence.

L'emploi de cette arme à l'encontre de véhicules en fuite dans un but d'interception n'obéit pas aux critères stricts de la légitime défense et à ce titre, ne saurait être toléré.

Vous voudrez bien rappeler les termes de la note de base et donner pour instructions aux effectifs placés sous votre autorité de prohiber les tirs d'interception dont les conséquences imprévisibles peuvent amener les fonctionnaires à faire l'objet de poursuites pénales ou de procédures administratives.

*Je vous en remercie*

Le Directeur Central  
de la Sécurité Publique

Alain FONTAINE